

RELENTS TUNISIENS D'ACTA

LE 15 NOVEMBRE 2012 SABINE BLANC

Le Parti Pirate tunisien et ses amis sont mobilisés contre l'inscription de la propriété intellectuelle dans la Constitution. Cet été, une campagne soutenue par le Département d'État américain, alertait les citoyens contre les "dangers" de la contrefaçon.



Inscrire la propriété intellectuelle dans la Constitution tunisienne, en voilà une idée saugrenue et inquiétante qui mobilise le **Parti Pirate local**, T'Harrek et Fi9, deux groupes autonomes œuvrant pour renouveler la démocratie, et **HackerScop**, la coopérative de travailleurs montée par **le hackerspace de Tunis**. Ce samedi, ils organisaient **une table ronde** de sensibilisation avec des cinéastes et des vendeurs de DVD. Elle fait partie de **leur contre-opération**, baptisée "el fikr mouch milk", "l'idée n'est pas une propriété".

Actuellement, le pays est en transition. Suite au départ du dictateur Ben Ali en janvier 2011, une assemblée a été désignée pour rédiger une nouvelle Constitution, avec le 23 octobre dernier comme date butoir. Si l'objectif **n'est pas complètement atteint**, une partie a déjà été dévoilée. L'article 26 est clair :

“

La propriété intellectuelle et littéraire est garantie.

”

“On sentait que ça venait de l'extérieur”

Cet été, les Tunisiens ont vu surgir une "campagne nationale de sensibilisation sur la contrefaçon en Tunisie", **Bidoun taklid**, littéralement "sans contrefaçon". Mais ce n'est pas un plagiat de la chanson de Mylène Farmer. Empreinte de main rouge sang en guise de logo, fond noir et gris anthracite, musique du spot radio dramatisante (on s'est permis de l'embedder sans leur autorisation), la Tunisie a aussi peur que la France de Bruno Gicquel :

Clip audio : Le lecteur Adobe Flash (version 9 ou plus) est nécessaire pour la lecture de ce clip audio. Téléchargez la dernière version [ici](#). Vous devez aussi avoir JavaScript activé dans votre navigateur.

Azza Chaouch, membre de hackerspace.tn et étudiante en droit, se souvient :



On ne comprenait pas d'où ça venait, en Tunisie, la contrefaçon fait vivre plein de monde, veulent-ils plus de chômeurs ? Et ils ont mis les moyens : il distribuait des tracts à la gare, avec du beau papier, ils ont un site. On sentait que ça venait de l'extérieur.



De fait, ça vient en partie de l'extérieur. Lancée officiellement par le **Centre des jeunes dirigeants de Tunisie (CJDT)**, a reçu le **soutien** du bureau méditerranéen du Middle East Partnership Initiative. Le MEPI, qui n'a pas répondu à nos questions, tout comme le CJDT, est un outil du *soft power* américain financé par le Département d'État américain. Logique, selon **Slim Amamou**, l'emblématique figure de la révolution tunisienne, membre du Parti Pirate :



La propriété intellectuelle est une politique d'État pour les États-Unis. Les ambassadeurs américains sont tenus de présenter un rapport chaque six mois sur l'avancement du pays dans lequel ils sont en termes de propriété intellectuelle.



Et de pointer vers **un des câbles diplomatiques** fuités par WikiLeaks sur le climat de l'investissement début 2010. Il souligne les efforts de la Tunisie pour rentrer dans le rang :



Bien que le concept et l'application de la protection de la propriété intellectuelle en soient encore à leurs débuts, le gouvernement fait des efforts pour susciter une prise de conscience et a accru son effort de régulation dans ce domaine.

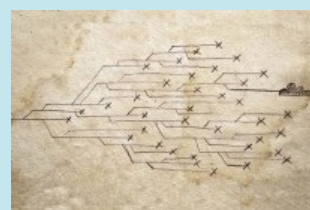


Car la Tunisie est un pays où la contrefaçon de biens matériels fleurit, ce qui lui vaut d'être sous la pression depuis plusieurs années de la part de l'OMC. Le pays **est en effet membre** de l'Organisation mondiale du commerce depuis 1995, organisme international où les États-Unis pèsent de tout leur poids. La législation a déjà évolué dans son sens avec une batterie de lois en 2001.

Et son soutien direct n'est pas nouveau. Le câble évoque *"une initiative soutenue par le gouvernement américain, mise en œuvre par le ministère du Commerce, en lien avec le United States Patent and Trademark Office (USPTO) [qui] fournit une formation aux fonctionnaires dans le champ du renforcement de la régulation de la propriété intellectuelle."* Et d'enchaîner sur l'annonce d'une nouvelle législation dans le sens des États-Unis.

Faire peur

La chute de Ben Ali ne semble pas avoir diminué l'influence états-unienne dans le domaine.



LA TUNISIE 2.0 EST AUX URNES

Le 23 octobre, la Tunisie a rendez-vous avec l'Histoire, pour l'élection de son Assemblée constituante. À Tunis, OMMI

L'argumentaire rappelle celui d'**ACTA**, le traité anti-contrefaçon initié par les États-Unis et le Japon, négocié en secret, jugé liberticide et rejeté à ce titre par le Parlement européen cet été. De façon habile, la culture n'est pas pour le moment dans leur collimateur : *"notre campagne s'intéresse seulement à la contrefaçon de marques mais pas encore à la contrefaçon des autres matières de la propriété intellectuelle."*

En revanche, il met en avant les dangers pour la santé et la sécurité des consommateurs, plus à même de toucher le quidam :

“

Pour le consommateur la contrefaçon présente de grands dangers notamment sur sa santé et sa sécurité en fonction des produits contrefaits qu'il consomme ces produits peuvent aller des médicaments contrefaits aux jouets et pièces de rechange automobiles aux produits cosmétiques, d'électroménagers, d'habillement ou alimentaire qui ne respectent aucune norme de qualité.

”

L'impact économique est aussi souligné : *"La contrefaçon se traduit par une perte de chiffre d'affaire et de bénéfice et par conséquent elle se traduit par une baisse de la rentabilité et la perte de certains marchés",* etc.

100 000 familles concernées

Par principe, le Parti Pirate est hostile à la notion de propriété intellectuelle. Slim martèle :

“

D'abord la propriété intellectuelle comme concept c'est une aberration. Ils veulent faire passer des gens qui copient pour des voleurs. La copie est un droit humain depuis le début de l'humanité. Point.

Quant à l'argument économique, encore faut-il connaître la nationalité des entreprises concernés. Pour les opposants au projet, cette inscription dans la Constitution ne ferait qu'aggraver l'économie déjà en berne :



Il est difficile de dénombrer le nombre exact des familles touchées par cette loi, mais nous savons qu'un minimum de 100 000 familles sont dépendantes de ses petits commerces qui vivent de la vente de DVD, ou de la vente des démodulateurs TV, ou encore des produits dérivés à bas prix venus de Chine reproduisant des technologies autrement trop coûteuses pour le marché tunisien.

Plus largement, les étudiants n'ont pas les moyens d'acheter des livres et apprennent grâce aux photocopies, et le public tunisien n'a pas les moyens de s'offrir les DVD originaux des grandes multinationales vendus à un prix exorbitant.



Pour échelle, le kebab vaut là-bas quatre fois moins cher qu'en France, alors acheter des titres sur iTunes... Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que le **centre commercial Galerie 7** et ses boutiques fleurant bon la copie de DVD ait pignon sur rue.

Achetez-vous des produits contrefait (Imitation)?

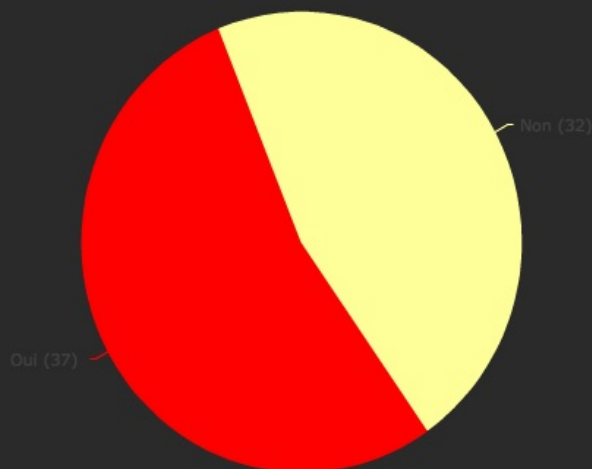
Oui

Non

Vote

View results for: Achetez-vous des produits contrefait (Imitation)?

Statistics:



“Je ne m'habille plus, je ne regarde plus rien , ironise Azza. On gère notre quotidien grâce à la contrefaçon. Déjà aux États-Unis, ce n'est pas logique, alors ici... Comme dit Godard, ‘pour faire des films, il faut voir des films.’” La citation ne déplairait pas à JLG, **grand pourfendeur de la Hadopi.**

Ses confrères tunisiens sont les premières cibles de

L'AN II DE L'HACKTIVISME TUNISIEN

La communauté hacker tunisienne a initié de nombreux projets dans l'élan révolutionnaire de 2011. Mais derrière, les ...

cette contre-campagne, "parce que c'est le plus médiatique et parce que les cinéastes sont les plus virulents défenseurs de la propriété intellectuelle, justifie Slim Amamou. Nous avons commencé par faire du porte-à-porte chez les vendeurs de DVD. Nous leur avons fait signer une pétition contre la propriété intellectuelle".

De la journée d'échange, il est sorti "une recommandation pour le secteur qui satisfait les cinéastes et évite la propriété intellectuelle", se félicite l'activiste. Azza

renchérit :



Il faut penser la Tunisie et pas imposer un modèle étranger.



"Introduire la notion de Propriété Intellectuelle dans la Constitution à pour unique but de faire disparaître ce tissu économique-culturel, renchérit Slim, pour mettre en place un nouveau tissu sous le contrôle des multinationales."

Durcissement ou pas, une chose est sûre : le site de Bidoun ne risque pas d'être pompé. Sauf à être fan de l'esthétique web des années 90.

YLIAN ESTEVEZ

le 15 novembre 2012 - 18:54 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La grande arnaque de la contrefaçon continue à s'étendre. Le discours officiel suit la logique de manipulation des masses par les élites financières. Dans les pays occidentaux, on dépense sans compter pour lutter contre la contrefaçon. La raison donnée par les gouvernants est le dommage économique causé. Soit, dans le principe, on peut y croire. Creusons ! Que fait-on pour empêcher les faux Laguiole venus du Pakistan de s'établir jusque dans le village natif du couteau ? Rien, strictement rien ! Par contre, on déploie des bataillons de gendarmes mobiles pour arraisonner un container de faux Vuitons. Quel tort les faux Vuitons causent aux vrais ? 6 Milliards, d'après l'express, et 40000 emplois. Sur quoi se base-t-on pour une telle évaluation ? Mais sur une escroquerie intellectuelle, messieurs dames. On considère que si vous avez acheté un faux Vuiton, vous avez rongé le travail de l'employé qui aurait fabriqué le vrai et que vous avez volé l'argent du propriétaire de la marque. Personne, dans cet invraisemblable manipulation, ne veut considérer que si vous achetez le faux, c'est que vous ne pouvez pas acheter le vrai, et que donc vous ne volez personne, ce chiffre d'affaire soit disant perdu est totalement utopique, et le travail que l'on vous balance en oriflamme de la mauvaise conscience, il n'existe pas non plus. Ainsi, on continue à vous mentir, à utiliser les forces vives de la nation pour protéger une poignée de richissimes acteurs du Luxe et désormais, on essaie de gangrener les pays qui produisent ces faux afin de fermer le circuit et d'éviter les fuites. Comprenez le, mesdames et messieurs, peu à peu, nous découvrons le plus sinistre des régimes totalitaires, sournois, habile, discret jusqu'à l'invisible, la dictature financière. Elle se compose de milliers de petits électrons faciles à faire sauter, mus par une même idéologie, à des années lumière de ce qui devrait être l'idéal humain. Désormais, la loi et l'ordre sont redevenus des armes pour lutter sur les petits, sans état d'âme. Derrière les vitres des buildings de Wall Street ou des grandes compagnies financières, on se délecte de l'avancée d'un monde qui marche vers le chaos en trinquant, champagne à la main, autour d'un crédo : salauds de pauvres !
Ylian Estevez
Net is a Free Nation

VOUS AIMEZ



9

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE